

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/53

14 décembre 1999

(99-5426)

Comité de l'évaluation en douane

Original: espagnol

COMMUNICATION DE LA COLOMBIE CONCERNANT LE PARAGRAPHE 1 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 décembre 1999.

À propos de l'application de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, ou "Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC" par la Colombie, le gouvernement colombien a l'honneur de solliciter une nouvelle prolongation de trois ans du délai prévu pour appliquer l'Accord intégralement, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III dudit accord.

BIEN-FONDÉ DE LA DEMANDE DE PROLONGATION DU DÉLAI

Les modalités techniques d'application de l'Accord sur l'évaluation en douane supposent comme préalables:

- Une organisation administrative appropriée.
- Des systèmes d'information à l'échelle nationale.
- Une connaissance approfondie de la question.
- Des procédures administratives conformes aux dispositions de l'Accord.

Organisation administrative

Au cours des dernières années, l'Administration des douanes colombiennes a fait l'objet à diverses reprises de restructurations au niveau de l'organisation et des fonctions des services, qui se sont traduites par une décentralisation et un transfert de fonctions entre divers services et des mouvements de personnel constants. Cet état de choses a empêché de tirer tout le parti possible des efforts de formation déployés dans le domaine de l'évaluation en douane, et le niveau actuel des compétences ne correspond pas au degré de spécialisation nécessaire dans ce domaine.

C'est en 1997 seulement que les autorités, conscientes de la nécessité de disposer d'une structure organique spécialisée à même de favoriser et de promouvoir la mise en œuvre des aspects techniques de l'évaluation en douane, ont créé la Sous-Direction technique des douanes et les Divisions des droits de douane et de l'évaluation en douane qui sont composées d'un service central qui définit les politiques et procédures générales et de travaux locaux chargées de les mettre en application.

Il existe aujourd'hui une infrastructure administrative, qui est en train d'être mise en place, un nouveau système d'accès à la carrière d'agent des douanes et de promotion, et des disciplines qui permettront de remplir les conditions techniques requises pour l'application intégrale de l'Accord à moyen terme.

La prolongation du délai permettra de mieux préparer les fonctionnaires des douanes et les usagers de ces services et de mettre en œuvre les instruments et procédures nécessaires à l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Systèmes d'information à l'échelle nationale

Un nouveau programme d'informatisation des procédures douanières destiné à faciliter et à accélérer les démarches pour l'utilisateur, et à favoriser un contrôle efficace, est en cours de mise en place. Il comporte l'adoption du Système d'information sur l'évaluation en douane appelé à faciliter l'utilisation des méthodes d'évaluation définies aux articles premier, 2 et 3 de l'Accord qui sera appliqué dans tous les bureaux des douanes. Ce projet devrait être mené à bien dans le courant du premier trimestre de l'année 2003. Il n'existe pour le moment que deux modules, utilisables uniquement, dans un premier temps, dans la capitale.

La mise en place de ce système permettra aux services des douanes de déterminer les valeurs acceptées précédemment comme "critère d'évaluation par l'administration des douanes" et qui sont donc acceptables selon les dispositions de l'article premier et de la Note interprétative correspondante, ainsi que la valeur transactionnelle de marchandises identiques et de marchandises similaires vendues dans les conditions énoncées aux articles 2 et 3, condition requise pour appliquer les méthodes qui sont consacrées dans l'Accord.

Le lancement et le fonctionnement du Système d'information supposent l'adaptation de l'infrastructure matérielle et le lancement d'un programme d'investissements qui permette de développer l'informatisation et d'acquérir du matériel et des logiciels, car des moyens financiers importants sont nécessaires à cette fin.

Connaissance approfondie de la question

L'évaluation en douane est une affaire complexe qui requiert des services administratifs spécialisés et un personnel doté des compétences nécessaires.

La Sous-Direction technique créée il y a deux ans à peine est essentiellement composée de spécialistes de divers domaines, chargés, entre autres opérations liées à l'importation et à l'inspection *a posteriori*, des opérations d'évaluation, qui reçoivent actuellement des cours de spécialisation dans le domaine visé par l'Accord. Mais on ne dispose pas encore de ressources humaines spécialisées s'occupant exclusivement de cette question.

Procédures administratives conformes aux dispositions de l'Accord

Un décret portant modification de la législation en matière douanière, comportant une compilation de cette législation et établissant les procédures d'évaluation en douane conformément à l'Accord de l'OMC, est sur le point d'être promulgué.

Ce décret prévoit l'application des méthodes d'évaluation prescrites aux articles premier à 7 de l'Accord. Il prévoit aussi l'application, conformément au paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord, de valeurs minimales officiellement établies pour quelques produits industriels et agricoles qui sont particulièrement exposés à la sous-facturation.

La promulgation du décret sera néanmoins suivie de la publication d'un règlement et de la formation d'agents du secteur public et d'opérateurs du secteur privé afin d'en favoriser l'application. La simplification des procédures liée à l'informatisation permettra de dégager des ressources humaines importantes qui pourront être formées aux aspects techniques de l'évaluation en douane.

Il ressort de ce qui précède que la prolongation de trois ans demandée est indispensable pour mener à bien le processus d'organisation sur le plan administratif, d'informatisation et de formation du personnel, lancé par le gouvernement. Tous ces facteurs, ainsi que l'affectation de fonctionnaires à la mise en œuvre exclusive des aspects techniques de l'évaluation en douane, permettraient de surmonter les obstacles et de combler les lacunes qui ont déjà été mis en évidence.
